



rapport de gestion
trimestriel

T1 2006

Période terminée le 31 mars 2006

COMMENTAIRES ET ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le présent rapport fournit une rétrospective du rendement de Conporec inc. (Conporec) et devrait être lu en parallèle avec les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2005 et les notes afférentes, dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que le rapport de gestion publié dans la circulaire de sollicitation de procuration conjointe du 26 mai 2005 relativement, entre autres, à l'opération admissible impliquant la fusion de Capital SLC inc. et Conporec inc. Le présent rapport de gestion compare le rendement financier de la période de 3 mois terminée le 31 mars 2006, à la même période terminée le 31 mars 2005 et analyse les questions et les risques qui peuvent avoir une incidence sur l'exploitation future. Cette analyse a été effectuée par la direction au moyen de l'information disponible au 16 mai 2006. Des renseignements additionnels sur Conporec, y compris la circulaire d'information, se trouvent sur SEDAR à www.sedar.com.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). En conformité avec le règlement 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, nous donnons avis que les états financiers intermédiaires consolidés pour les premiers trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005 n'ont pas été examinés par le vérificateur de Conporec inc.

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur son BAIIA qui est défini comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement. Le BAIIA n'est pas une mesure afin d'évaluer la performance définie par les principes comptables généralement reconnus du Canada; cependant, la direction utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs. Les résultats de chaque secteur d'activité sont présentés sur les mêmes bases que ceux de la société. Le BAIIA correspond à la ligne intitulée « Bénéfice avant les éléments suivants » à l'état consolidé des résultats.

Dans la mesure où certains énoncés formulés dans le présent rapport contiendraient de l'information qui ne serait pas fondée sur des données historiques, ces énoncés sont essentiellement prospectifs et sont assujettis à des risques et incertitudes. Les résultats réels, les niveaux d'activité, le rendement et les réalisations pourraient différer de façon importante de ceux prévus dans le présent rapport de gestion et dépendre d'un bon nombre de facteurs, y compris l'achèvement réussi et en temps opportun des projets et soumissions en cours. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les termes « nous », « notre », « nos » ou la « Société » font référence à Conporec Inc., à moins d'indication contraire.

PRÉAMBULE :

La filiale française de Conporec inc., Conporec SAS, a changé de firme comptable à la fin de l'année 2005. Ce changement a donné lieu à une double facturation par le nouveau responsable de la comptabilité. Cette opération, jumelée au retrait de certaines factures associées aux services d'ingénierie, suite à l'arrêt des travaux du projet de construction de Tournan-en-Brie à la fin de mars 2006, ont fait en sorte que la Société a dû revoir tous les résultats de sa filiale Conporec SAS pour le premier et deuxième trimestre. Cette révision nous oblige à retraiter nos états financiers consolidés du premier trimestre et à apporter les correctifs suivants :

	AVANT REDRESSEMENT	APRÈS REDRESSEMENT
Revenus	2 992 809 \$	1 853 069 \$
Frais d'exploitation	2 042 280 \$	1 458 526 \$
Marge brute	950 529 \$	394 543 \$
Frais généraux	1 319 332 \$	1 319 332 \$
BAIIA	22 413 \$	(533 574 \$)
Perte nette	(368 802 \$)	(924 788 \$)
Perte de base et diluée par action	(0,01 \$)	(0,02\$)

1. Survol

Conporec propose des technologies brevetées de valorisation d'ordures ménagères et de matières organiques offrant une alternative à l'enfouissement. La clientèle de Conporec se compose principalement de municipalités et de regroupements de municipalités situés au Québec et au Canada de même qu'aux États-Unis et en France.

Les revenus de Conporec proviennent de la vente des technologies et de l'opération de ces dernières produisant ainsi des revenus annuels récurrents. Au premier trimestre 2006, la majorité des revenus résulte de l'usine de Sorel-Tracy, compte tenu du ralentissement de TEB et de la terminaison des travaux de construction de l'usine du *Delaware County* (NY) aux États-Unis.

2. Résultats trimestriels d'exploitation

Le tableau suivant présente les résultats du premier trimestre 2006 se terminant le 31 mars et les compare à ceux du trimestre correspondant de 2005.

Tableau 1
Résumé des résultats trimestriels – Périodes de 3 mois terminées le 31 mars 2006 et 2005

	Premier trimestre		Augmentation (Diminution)		Notes
	2006	2005	Montant	%	
Conporec consolidé					
Revenus	1 853 069 \$	2 128 994 \$	(275 925) \$	-13,0%	1
Frais d'exploitation	1 458 526 \$	1 271 372 \$	187 154 \$	14,7%	2
Marge brute	394 543 \$	857 622 \$	(463 079) \$	-54,0%	3
Frais généraux	1 319 332 \$	808 103 \$	511 229 \$	63,3%	4
BAIIA (*)	(533 574) \$	322 754 \$	(856 328) \$	-265,3%	5
Bénéfice (perte) net(te)	(924 789) \$	49 519 \$	(974 308) \$	-1967,5%	6
Perte de base et diluée par action	(0.02) \$	0.00 \$			

*: Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements

Note 1 : Revenus

Les revenus de la Société ont diminué de 13 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la finalisation du projet du *Delaware County*. Par contre, ceux de l'usine Sorel-Tracy se sont accrus avec le contrat de la ville de Toronto. Quant au projet de construction d'une usine d'une capacité de 65 000 tonnes par an à Tournan-en-Brie en France, les travaux de construction sont actuellement ajournés le temps, pour le client, d'obtenir son permis de construction. Il a avisé Conporec que cet ajournement est effectif jusqu'au 15 septembre 2006. Le client supporte une partie des coûts d'opération engendrés par cette interruption des travaux.

Note 2 : Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation se sont accrus de 14,7 % par rapport au premier trimestre 2005 en dépit d'une baisse de revenu. Cette augmentation s'explique par une hausse des coûts d'exploitation de l'usine de Sorel-Tracy de plus de 270 K\$, des dépenses d'entretien et de réparation plus élevées en raison du fonctionnement intensif de l'usine et de dépenses d'amortissement plus importantes considérant les travaux d'immobilisations de plus de 2,4 M\$ effectués en 2005.

Note 3 : Marge brute

La marge brute de la Société s'est détériorée de manière importante par rapport au trimestre de l'exercice précédent en raison des nombreux arrêts de production de l'usine de Sorel-Tracy pour des fins d'entretien et de réparation. De plus, la rentabilité escomptée du contrat de Toronto ne s'est pas matérialisée de manière aussi importante que prévue.

Note 4 : Frais généraux

Les frais généraux de la Société ont progressé de plus de 60 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2005. Cette progression s'explique par des augmentations de plus de 390 K\$ des frais de vente et d'administration, dont plus de 200 K\$ en honoraires professionnels reliés au financement de 1,8 M\$ et au placement privé d'Amsterdams Effectenkantoor B.V. (AEK), de 1,5 M\$, de 70 K\$ des frais d'amortissement et de 48 K\$ de frais financiers issus d'une dette additionnelle de 1,4 M\$ (premier versement du prêt de 1,8 M\$) en janvier 2006.

De leur côté, les frais de développement se sont accrus de plus de 180 K\$ par rapport au trimestre de l'année précédente en raison principalement de l'ajout des professionnels de Biomax qui se sont joints à Conporec en juillet 2005. Enfin, l'inscription en Bourse a engendré des dépenses supplémentaires d'opération pour la Société par rapport au trimestre correspondant de 2005.

Note 5 : BAIIA (bénéfices avant impôts, intérêts et amortissements)

La baisse importante du BAIIA par rapport au premier trimestre 2005 découle principalement de l'augmentation des frais de vente et d'administration de 394 K\$ en 2006 et de la diminution de la marge brute.

Note 6 : Bénéfice net (perte nette)

La Société conclue son premier trimestre 2006 avec une perte nette de 924 K\$ par rapport à un bénéfice net de 49 K\$ un an plus tôt. Cette perte correspond à une perte de base et diluée par action de 0,02 \$, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires étant de 50 169 509 actions au 31 mars 2006, comparé à 26 501 825 actions un an plus tôt.

3. Flux de trésorerie**3.1 Liquidités et financement**

Le financement des activités de Conporec s'est fait principalement au moyen de liquidités provenant de financements à long terme (1,4M\$ au cours du présent trimestre) et par des émissions d'actions (1,5 M\$ au cours du présent trimestre).

La Société dispose actuellement de ressources financières nécessaires pour supporter ses dépenses d'exploitation et de développement des marchés pour quelques mois, dans la mesure où des ententes pourront être renégociées avec ses principaux créanciers garantis. En effet, des ententes antérieures avaient été prises avec ces derniers concernant des remboursements anticipés de capital sur la base d'hypothèses qui ne se sont pas matérialisées au cours du premier trimestre. Par exemple, l'encaissement d'une redevance de 500 K\$ en rapport avec le projet du *Delaware County* n'a pu être encaissé avant le 30 avril 2006, étant donné que les tests de performance requis pour son encaissement n'ont pu être effectués avant cette date. Or les créanciers prévoyaient toucher la totalité de cette redevance lors de son encaissement. Dans ce contexte, certaines ententes devront être réaménagées si la Société veut maintenir le rythme de développement de ses technologies et de ses marchés ainsi que le rythme de production de l'usine de Sorel-Tracy.

La direction est consciente que si elle veut maintenir la croissance des revenus et atteindre la rentabilité rapidement, elle doit conclure d'autres projets de développement qui nécessiteront des injections de capitaux additionnels. À cet effet, des démarches sont en cours pour être en mesure de répondre adéquatement à ses besoins de croissance et de rentabilité. De plus, la direction a pris action dès les premières semaines du trimestre afin de revoir ses opérations à l'usine de Sorel-Tracy. Cette opération a conduit à la réduction de la masse salariale de la direction de l'usine et à une augmentation de la productivité. Enfin, la direction a raffermis les systèmes de contrôle des immobilisations et des dépenses.

3.2 Situation de trésorerie

Au 31 mars 2006, Conporec disposait de 1 400 K\$ en espèces. Le fonds de roulement était de 600 K\$, soit un ratio de 1,1, comparé à un fonds de roulement négatif de 1 037 K\$ au 31 décembre 2005. Cette situation s'explique par le placement de 1,5 M\$ par AEK en mars 2006 ainsi que par l'encaissement du prêt de 1,4 M\$ (première partie du prêt de 1,8 M\$) en janvier 2006 pour le financement des immobilisations. Desjardins et Investissement Québec ont refusé de déboursier

le solde du prêt de 0,4 M\$ en raison de la détérioration de la rentabilité de l'entreprise.

3.3 Activités d'exploitation

Au premier trimestre 2006, les flux de trésorerie absorbés par les activités d'exploitation se sont établis à 660 K\$ avant la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement comparativement à des fonds générés de 202 K\$ pour le trimestre précédent se terminant au 31 décembre 2005. Cette détérioration provient principalement de l'accroissement important des frais généraux de plus de 500 K\$ et à une baisse importante de la marge brute (- 463 K\$) découlant de plusieurs interruptions pour effectuer des réparations à l'usine, affectant d'autant l'efficacité des opérations et la rentabilité globale de l'entreprise.

3.4 Activités d'investissement

Au premier trimestre 2006, les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement se sont établis à seulement 16 K\$ à Sorel-Tracy comparé à 165 K\$ pour les trois premiers mois de l'exercice précédent. Cette situation s'explique par le fait que la Société a réalisé l'essentiel de ses travaux de modernisation au trimestre précédent.

3.5 Activités de financement

Au premier trimestre 2006, les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont établis à 2 658 K\$ comparativement à moins 11 K\$ pour les trois premiers mois de l'exercice précédent. Cette somme provient principalement de l'injection dans le capital-actions votant et participant de 1,5 M\$ de AEK au prix de 0,25 \$ par action ordinaire, souscription qui est accompagnée de 6 M de bons de souscription permettant de souscrire à 6 M de nouvelles actions au prix de 0,25\$ pendant une période de 24 mois, soit au plus tard le 24 mars 2008. L'autre élément important provient du déboursement du prêt de 1 467 955 \$ de Desjardins et d'Investissement Québec aux fins du financement des travaux de modernisation de l'usine de Sorel-Tracy. Les versements sur les dettes à terme ont totalisé 294 507 \$ au cours du présent trimestre, soit près de 100k\$ par mois.

Par ailleurs, l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain a eu pour effet d'occasionner une perte de change de 26 K\$ au cours du premier trimestre, notamment avec ses activités du *Delaware County* aux Etats-Unis.

4. Situation financière

4.1 Actifs totaux

Les actifs totaux ont augmenté de 1 996 K\$, entre le 31 décembre 2005 et le 31 mars 2006, pour atteindre 19 604 K\$. Cette augmentation découle principalement de l'amélioration de l'encaisse de 713 K\$ par rapport au trimestre précédent et des débiteurs de 2 211 K\$, lesquels proviennent principalement du contrat de TEB dont les travaux n'étaient pas encore paralysés.

4.2 Passifs

Les passifs sont passés de 10 858k\$ à 11 502k\$ au cours du présent trimestre. L'essentiel de cette augmentation provient de la nouvelle dette à terme de 1,4M\$. Ainsi, la partie de la dette à long terme échéant en-deçà d'un an passe d'un niveau de 1 189k\$ à 1 560k\$.

4.3 Déficit et capitaux propres

Le déficit a augmenté de 925 K\$ au cours du dernier trimestre résultant de la perte de la dernière période. Pour sa part, le capital-actions est passé de 13 977 589 \$ à 15 035 929 \$. Deux émissions ont eu lieu au cours du présent trimestre. La première a été effectuée en faveur de Desjardins et d'Investissement Québec lors du déboursement du premier versement de 1,4 M\$ du nouveau prêt de 1,8 M\$ avec une émission de 694 467 actions en janvier 2006. La seconde émission fait suite à un financement privé de 1,5 M\$ effectué par AEK le 24 mars 2006, selon les modalités déjà décrites précédemment.

4.4 Information sur les actions en circulation

Au 31 mars 2006, le nombre d'actions ordinaires en circulation était de 57 342 595. Les options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions ainsi que les autres options et bons de souscription sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 2
Actions réservées pour émissions futures

Type d'actions réservées pour émissions futures	Nombre
- Options octroyées au terme du Régime d'options d'achat d'actions	1 400 000
- Autres options en circulation	1 634 190
- Bons de souscription octroyés lors du placement privé	15 096 800
- Bons de souscription octroyés lors du placement de AEK	6 000 000
- Autres bons de souscription	500 000
	24 630 990

Le 25 août 2005, 75 000 options ont été exercées et 112 500 options ont expiré. Ces options avaient toutes été émises le 25 février 2004.

5. Facteurs de risques

Les facteurs de risques ont déjà tous été exposés dans la *Circulaire de sollicitation de procurations conjointe* publiée par Conporec Inc. en date du 23 juin 2005 ainsi que dans le rapport annuel de gestion 2005 publié le 28 avril 2006 et disponible sur SEDAR. Ces facteurs de risques ont trait aux activités de l'entreprise et plus particulièrement aux droits exclusifs de propriété intellectuelle, à la concurrence et à la désuétude technologique, à la gestion et la croissance du marché, aux conflits d'intérêts, à la dépendance face à la demande, à l'établissement des prix, à la main-d'œuvre, aux acquisitions, aux erreurs dans les produits, à l'environnement, à l'incertitude dans le marché de la gestion des déchets solides et enfin aux taux de change. Nous référons le lecteur à ce document pour plus de détails sur ces facteurs de risques qui demeurent d'actualité.

Toutefois, en plus de ces facteurs, la direction mentionne que les besoins en capitaux de l'entreprise demeurent à ce jour non encore totalement comblés. La compagnie aura besoin d'une capitalisation additionnelle pour poursuivre ses opérations et son développement.

La capacité d'obtenir ce financement et cette capitalisation dépendra en partie des conditions qui prévaudront sur les marchés des capitaux ainsi que des succès commerciaux de l'entreprise.

Le vice-président finances

(signé)

Yvon Levesque, MBA.